

Communiqué aux médias

Réduction de postes de travail au Credit Suisse L'ASEB demande davantage de transparence et la symétrie des sacrifices

Après la réduction de 500 postes de travail en Suisse de juillet, Credit Suisse Group annonce la suppression de 1500 postes de travail supplémentaires au niveau mondial. Le CS veut ainsi réduire son effectif de 7%. Le nombre d'emplois supprimés en Suisse est encore inconnu. D'autres banques ont aussi annoncé des programmes d'assainissement avec des licenciements à la clé. Les effets de ces mesures sur les employés n'ont pas été précisés et contribuent ainsi à renforcer un sentiment d'insécurité néfaste pour la place financière suisse. L'Association suisse des employés de banque (ASEB) demande davantage de transparence dans l'information et exige une répartition équitable des sacrifices entre toutes les parties prenantes.

Les réductions de postes de travail au Credit Suisse et dans les autres banques sont motivées par la diminution de la rentabilité suite aux nouvelles mesures de régulation, à la passivité des clients et aux coûts liés aux accords fiscaux. Les conséquences des décisions de la direction sanctionnées par des amendes importantes en Allemagne et aux Etats-Unis sont en fait reportées sur les salariés.

Credit Suisse annonce une nouvelle fois des bénéfices. Une réduction d'emploi d'une telle ampleur est-elle vraiment nécessaire et pour atteindre quels objectifs ? Quelles réductions salariales seront imposées aux responsables de la banque et au Conseil d'administration ? L'ASEB attend des réponses à ces questions afin qu'un vrai dialogue social puisse être entamé dans le cadre des procédures de consultation prévue par la loi.

L'ASEB souligne par ailleurs le malaise des employés de cette banque qui sont soumis à des programmes d'économie importants, alors que les écarts salariaux restent parmi les plus élevés de la branche. Suite à la crise bancaire de tels écarts ne sont plus tolérables. L'ASEB attend de la direction générale une politique salariale réaliste et des objectifs de profits raisonnables.

La crise financière nécessite une collaboration de toutes les parties à la recherche de solutions constructives, afin d'éviter qu'elle ne débouche sur une crise sociale. Dans ce but, l'ASEB veut intensifier le dialogue avec les différents partenaires impliqués.

Berne, le 1^{er} novembre 2011

Contacts pour des renseignements:

Denise Chervet, secrétaire centrale ASEB

denise.chervet@aseb.ch

T +41 79 408 92 40